

A la réunion du Conseil des ministres de l'O.C.D.E., tenue à Paris en juin, le Canada a demandé aux pays membres de consolider les réalisations de la C.C.E.I. Les 24 gouvernements participants ont adopté une déclaration spéciale sur leurs relations avec le monde en développement, dans laquelle ils se disaient disposés à poursuivre le dialogue sur la coopération afin d'instaurer un ordre économique plus juste et plus stable. Ils ont aussi réaffirmé leur adhésion à la stratégie de l'O.C.D.E., axée sur l'expansion soutenue de l'économie mondiale, le retour progressif au plein emploi et la stabilité des prix et ils ont convenu de renouveler l'« engagement sur le commerce », qui incite les gouvernements membres, en cas de difficultés économiques internes, à ne pas recourir à des mesures commerciales restrictives.

A la reprise de sa trente et unième session (automne de 1977), l'Assemblée générale des Nations Unies s'est livrée à une analyse des travaux de la C.C.E.I. Se fondant sur les résultats de cette analyse à la trente-deuxième session ordinaire, qui s'est ouverte immédiatement après, elle a mis sur pied un comité de « survol » des questions Nord-Sud chargé de renforcer le rôle de l'Assemblée générale dans les discussions entre les deux hémisphères. L'Assemblée s'est aussi penchée, à cette occasion, sur la façon d'élaborer une nouvelle stratégie du développement international pour les années 80.

Lors de leurs réunions annuelles de septembre, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont porté leur attention sur les efforts déployés par les principaux pays industrialisés pour redresser l'économie et ont souligné les responsabilités qu'ont à cet égard les pays dont la balance commerciale est fortement excédentaire.

Outre ces rencontres qui ne représentent qu'une partie du processus international de consultation économique, signalons le fait que le Canada a aussi participé régulièrement à des discussions économiques internationales au sein de la CNUCED, de l'O.C.D.E., de l'OTAN, de la C.S.C.E., du GATT et des banques régionales de développement. Sur le plan bilatéral, il a négocié des accords relatifs à la double imposition et a eu des pourparlers sur le commerce avec un certain nombre de

pays. Il a annoncé des changements dans sa politique commerciale et économique en ce qui concerne l'Afrique du Sud ainsi que des mesures d'application de la politique qu'il a adoptée à l'égard du boycott commercial d'Israël par les pays arabes.

En résumé, 1977 a été une dure année pour l'économie mondiale. Divers facteurs se sont conjugués à l'échelle nationale et internationale, pour faire surgir de nouveaux obstacles à l'instauration d'un ordre économique international plus juste. Pays industrialisé, le Canada a continué de contribuer de façon importante à la recherche de solutions à ces problèmes.

Politique commerciale

Le redressement de l'économie mondiale a été lent et fragile en 1977. Dans la plupart des pays, les taux de croissance réelle prévus n'ont pas été atteints et le chômage et l'inflation sont restés élevés. Ces conditions ont engendré dans les pays industriels des pressions toujours plus fortes en vue de protéger les industries nationales de la concurrence exercée par les importations.

Au Canada, c'est le chômage, surtout à l'échelle régionale, qui a donné naissance à des pressions de ce genre. Le gouvernement a continué en 1977 d'étudier les effets de sa politique tarifaire et de sa politique d'importation et a apporté les changements qui s'imposaient. C'est ainsi, par exemple, qu'il s'est servi des garanties du GATT pour contingerter globalement les importations de chaussures et de textiles, prenant en compte les recommandations d'organismes d'examen indépendants, tels le Tribunal antidumping et la Commission du textile et du vêtement.

Des politiques commerciales propres à stimuler la production intérieure et à stabiliser et protéger les revenus des producteurs ont aussi eu des conséquences non négligeables sur la position concurrentielle des fournisseurs étrangers. En 1977, le gouvernement a consulté divers groupes canadiens au sujet d'une stratégie nationale de l'alimentation. Ceux-ci